



INTERSYNDICALE DE LA FONCTION PUBLIQUE : PAS DE MOBILISATION AVANT LES ÉLECTIONS MAIS UNE VOLONTÉ DE RESTER GROUPEE

Publié le 19 septembre 2018 à 20h48 - Par UFFA-CFDT

Les neuf organisations syndicales représentatives de la fonction publique se sont retrouvées lundi 10 septembre 2018 en soirée pour une réunion de rentrée. Si elles sont toutes tombées d'accord pour ne pas lancer de mobilisation avant les élections professionnelles du 6 décembre, elles pourraient travailler ensemble sur le thème du pouvoir d'achat, en amont de la réunion de suivi du rendez-vous salarial, prévue le 17 octobre. Elles envisagent également d'échanger dans le cadre de la négociation sur l'égalité professionnelle qui vient d'être lancée.

Restées groupées et respectueuses les unes des autres dans le cadre de la campagne des élections professionnelles du 6 décembre prochain.

Le 10 septembre, lors de leur réunion intersyndicale de rentrée, qui se tenait en soirée au siège de la FSU, les neuf organisations syndicales représentatives de la fonction publique ont tenu à cultiver une position commune malgré les divergences de vues qui ont pu apparaître sur certains chantiers de la concertation "fonction publique" lancée en avril dernier et l'approche des échéances électorales.

RESPECT D'UN DIALOGUE "SEREIN" ENTRE ORGANISATIONS

"Mis à part la séquence sur l'égalité professionnelle", où organisations syndicales et gouvernement s'accordent à peu près sur la nécessité de conclure un éventuel nouvel accord, "nous partageons le constat d'un démantèlement des services publics et les craintes quant aux budgets 2019 et 2020", notamment en matière de suppressions de postes, constate Jean-Marc Canon, le secrétaire général de l'UFSE-CGT.

Dans ces conditions, et malgré le lancement par chaque syndicat de sa campagne respective, "s'est exprimée la volonté de rester groupés tant vis-à-vis du gouvernement qu'à l'égard des agents publics", indique Martial Crance, secrétaire général adjoint de la CFDT Fonctions publiques. Tous les responsables syndicaux présents ont d'ailleurs salué le maintien de l'intersyndicale dans le contexte de concurrence de la campagne électorale, rapporte le syndicat.

"Nous sommes attachés à un dialogue serein entre organisations syndicales afin de partager une réflexion autour de la défense de la fonction publique et des services publics. Un tel dialogue peut permettre de faire avancer les dossiers", commente pour sa part le secrétaire général adjoint de l'Unsa Fonction publique, Luc Farré.

INTERVENTIONS COMMUNES À L'ÉTUDE

Pour autant, l'intersyndicale a confirmé sa décision, déjà arrêtée en juillet, de ne pas organiser, comme le 22 mars et le 22 mai derniers, de mobilisation avant les élections professionnelles de décembre, sachant que plusieurs d'entre elles ont décidé de ne pas

participer à la journée interprofessionnelle du 9 octobre (1), souhaitant ne pas brouiller les pistes pour la fonction publique. Si mobilisation il y a, ce ne sera pas avant fin 2018 voire début 2019, après une intersyndicale post-électorale.

Ce qui ne veut pas dire qu'aucune action propre à la fonction publique n'aura lieu d'ici là. Si aucune décision n'est prise à ce stade, les syndicats envisagent notamment de travailler ensemble sur le pouvoir d'achat – gros dossier de la rentrée avec la réunion de suivi du rendez-vous salarial du 18 juin dernier, prévue le 17 octobre – et la négociation relative à l'égalité professionnelle (à l'occasion d'une intersyndicale spécifique sur ce thème avant la mi-octobre), pour laquelle la DGAFP doit transmettre un projet de protocole d'accord d'ici au 20 octobre. "Nous devrions pouvoir agir ensemble sur plusieurs sujets, à confirmer", confirme Gaëlle Martinez, déléguée générale de Solidaires Fonction publique.

Plus largement, tous ont convenu de la nécessité d'adopter une attitude respectueuse les uns des autres d'ici au 6 décembre et "de mener la campagne la plus sereine possible", indique Martial Crance. "Il est important que la légitime concurrence qui s'exerce à l'occasion des élections professionnelles ne se transforme pas en guerre déloyale", fait valoir Jean-Marc Canon, en dépit des débordements qui pourraient avoir lieu localement.